

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48625
Distr.
LIMITEE



E/CN.14/SWTA/5
17 septembre 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cycle d'étude sur la formation au
service social en Afrique
Lusaka, 21 octobre - 2 novembre 1963

LA FORMATION AU SERVICE SOCIAL ET LA DEFENSE SOCIALE
EN AFRIQUE

LA FORMATION AU SERVICE SOCIAL ET LA DEFENSE SOCIALE EN AFRIQUE

par

W. Clifford *

1. CONSIDERATIONS GENERALES

"La sécurité de l'Etat", a dit Justinien, "est la suprême loi".

A mesure que les problèmes sociaux prennent de l'importance sur le continent africain en voie de développement, les nations qui viennent d'accéder à l'indépendance doivent se soucier davantage de leur sécurité, intérieure aussi bien qu'extérieure. Mais la défense sociale signifie bien plus que la simple protection de la société contre les criminels et les individus anti-sociaux. Selon M. Marc Ancel, elle reconnaît le devoir de la société envers le délinquant, s'efforce de créer un équilibre entre celui-ci et la société et se refuse à prendre contre lui des mesures de sécurité qui ne soient que des instruments administratifs. En effet, la défense sociale met en relief la nature unique de la personnalité humaine et l'importance des valeurs morales^{1/}.

La défense sociale ainsi conçue est donc manifestement du domaine des travailleurs sociaux de toutes catégories, qu'ils aient à s'occuper directement ou non des délinquants. Il importe que tous les travailleurs sociaux, qu'ils soient spécialisés dans le service social individuel ou dans le service social de groupe, fassent de cette notion une de celles qui conditionnent la théorie et la pratique de tous les aspects du service social. Elle cadre d'ailleurs très bien avec les préoccupations des travailleurs sociaux qui se consacrent au développement communautaire, étant donné qu'ils travaillent directement à l'édification de sociétés saines, sûres d'elles et, partant à la prévention du crime et des autres manifestations de perturbation sociale.

* Directeur du Collège Oppenheimer de service social, Lusaka (Rhodésie du Nord). Document soumis au Cycle d'étude des Nations Unies sur la formation au service social (octobre 1963, Collège Oppenheimer, Lusaka).

^{1/} Voir Marc Ancel : "La défense sociale nouvelle" (Paris, 1954, page 57 et suivantes.)

A certains égards, la défense sociale est "le verso" de ce développement social auquel les assistants sociaux africains attachent tant de prix à cette période de l'histoire de leur continent. Certes, la défense sociale fait fond sur le développement économique et social parce qu'il offre le moyen de résoudre bon nombre des problèmes sociaux qui sont à l'origine de la criminalité. Cependant, elle souhaiterait qu'on s'attache aux aspects sociaux tout autant qu'aux aspects économiques du développement, ce qui serait le mieux assuré si l'on confiait aux travailleurs sociaux un rôle important dans la planification du développement.

D'autre part, étant donné les conditions propres à l'Afrique, on ne doit pas méconnaître l'importance du rôle des travailleurs sociaux pour la diffusion des normes et des valeurs sociales. La notion de crime ne se rapporte pas seulement au comportement, mais aussi aux normes par lesquelles le comportement est jugé. C'est en fixant des idéaux et des normes de conduite dans les nouvelles zones urbaines, qui ne sont pas encore organisées, que le travailleur social est en mesure d'apporter une de ses contributions les plus importantes.

En 1951, L. Bovet nous a rappelé qu'aujourd'hui comme au XIXème siècle, ceux qui croient au "criminel de naissance" s'opposent à ceux qui pensent avec Victor Hugo qu' "ouvrir une école, c'est fermer une prison".^{1/} Il s'agit d'attitudes mentales qui ne sont pas toujours conscientes et, auxquelles à notre époque la recherche scientifique veut donner un certain éclat. Quoi qu'il en soit, rares sont les administrations modernes qui sont disposées à pousser à l'extrême l'une ou l'autre de ces attitudes. On a trop parlé de l'influence du milieu et de l'interaction des facteurs biologiques et des facteurs sociologiques pour que nous puissions continuer de croire que seuls agissent le tempérament ou les caractères innés. Et l'élaboration d'une psychologie de l'individu de caractère empirique, pour

^{1/} L. Bovet : "Psychiatric Aspects of Juvenile Delinquency", WHO (OMS) Monograph Series No. 1, 1951, p.13.

ne pas parler du phénomène de la recrudescence de la criminalité, dans les sociétés prospères, ne parvient pas à nous convaincre que la diffusion de l'instruction et la prospérité entraîneront la fermeture des prisons. Il importe donc que l'assistant social s'attache aux deux aspects de la question. Il doit être prêt à s'occuper des individus qui sont des délinquants et des problèmes des familles d'où sortent des délinquants, et à travailler avec les associations qui peuvent agir si profondément sur les modes de comportement.

Si le développement économique et social peut contribuer à la prévention du crime en Afrique, il n'est pas, pour le travailleur social, l'unique forme de défense sociale. On devra se soucier tout autant des conseils personnels et des services individuels, de la santé mentale, de la protection des détenus et de leur surveillance après leur mise en liberté, de la probation, de la protection de l'enfance, de l'orientation matrimoniale et des activités sociales s'y rattachant.

Cet élément particulier qu'est la défense sociale se retrouve donc dans presque toutes les activités des travailleurs sociaux en Afrique, même des assistants sociaux non spécialisés ou de ceux qui se consacrent au développement communautaire. Quelle que soit l'institution à laquelle on pourra les attacher, les travailleurs sociaux auront à s'occuper, directement ou indirectement, de la prévention ou du traitement des comportements anti-sociaux. Par ailleurs, toutes les activités de "redressement" des délinquants, dans des institutions ou non, quelles que soient les fonctions confiées aux travailleurs sociaux ou aux multiples professionnels ou administrateurs en vue d'intégrer des mesures préventives dans le système social, relèvent des notions fondamentales et des méthodes du service social.

A cet égard, la situation dans les pays d'Afrique ressemble (peut-être l'importance accordée au développement est-elle plus grande) à la situation qui existe dans les pays plus avancés. C'est après un examen minutieux de cette compénétration des buts et des formes de la défense sociale et de l'action sociale générale qu'Elliot Studt a pu conclure, en Amérique, que :

"Aucune spécialisation particulière ne semble requise pour la préparation des travailleurs sociaux (professionnels) à prendre leur place dans les services de redressement. La méthode fondamentale de la formation au service social convient tout particulièrement bien pour la recherche d'une solution aux problèmes humains qui se posent dans les services de redressement."^{1/}

Il ajoute cependant :

"Un programme d'études plus étoffé est indispensable si l'on veut que les travailleurs sociaux soient prêts à se consacrer à des fonctions de redressement, aussi bien qu'à des fonctions dans n'importe quel autre domaine du service social."^{2/}

Studdt a également fait valoir qu'une étude des méthodes de redressement peut beaucoup contribuer à parfaire la doctrine et la pratique du service social et qu'il est nécessaire que les travailleurs sociaux soient les animateurs de la politique sociale.

Toutes ces considérations s'appliquent à l'Afrique où les dispositions prises par l'Etat pour la prévention et le traitement de la délinquance et de l'immoralité sont encore très imparfaites et où la formation au service social en est encore à ses débuts. C'est peut-être encore davantage le cas lorsque des travailleurs sociaux non spécialisés fournissent divers types de services sociaux à une seule communauté.

Mais, si l'on considère que ces activités sont relativement récentes en Afrique et que les possibilités d'aider les pays en voie de développement à mettre au point des moyens de prévention rationnels et des formes efficaces de traitement sont extrêmement grandes, une responsabilité spéciale incombe aux écoles de service social. Elles ont le devoir de concentrer l'attention sur les problèmes de la défense sociale, d'entreprendre des :

^{1/} Elliot Studdt : "Education for Social Work in the Correctional Field", Council on Social Work Education Curriculum Study, Vol. V., 1959, pages 49 et 50.

^{2/} Ibid.

recherches en matière de criminologie et de mettre au point des méthodes de prévention et de traitement de la délinquance. En s'occupant des délinquants, elles peuvent acquérir une expérience considérable, intéressante pour l'enseignement donné sur le service social individuel et le service social de groupe. Du fait que l'on fait beaucoup appel à des travailleurs sociaux non spécialisés en Afrique, ces écoles ont une possibilité de développer les services destinés aux délinquants et de diffuser l'expérience acquise dans ce domaine, que sont loin d'avoir les pays avancés.

2. LES PROGRAMMES D'ETUDE ET LA DEFENSE SOCIALE

a) Recherche

Pour examiner la question de la formation aux services de défense sociale, on doit connaître l'ampleur des problèmes que suscitent la criminalité et l'immoralité en Afrique. Mais dès l'abord, une difficulté se présente qui tient à ce que les renseignements dont nous aurions besoin font défaut. Il y a bien les rapports officiels, mais les statistiques sont insuffisantes à tous égards et on n'a rien d'autre car aucune enquête détaillée n'a été entreprise, si ce n'est en Afrique du Sud.

Par ailleurs, ces problèmes se manifestent dans tous les pays du continent, en particulier partout où il y a eu, à quelque degré que ce soit, un développement industriel et urbain et nous pouvons être assurés que la criminalité est hors de proportion avec les services qui existent en Afrique.

On peut donc penser qu'une des premières obligations des écoles de service social est de former des agents capables d'étudier les problèmes de la criminalité et de l'immoralité. Elles partagent cette obligation, bien entendu, avec les universités, qui forment des sociologues, des psychologues, des statisticiens, des juristes et d'autres spécialistes qui ne manqueront pas de se pencher sur les problèmes sociaux. Cependant, on peut s'attendre à ce que les travailleurs sociaux professionnels soient plus nombreux et travaillent en plus d'endroits que ces autres spécialistes,

si bien qu'ils auront toute possibilité de fournir les renseignements requis.

Il découle donc de ce qui précède que la recherche sociale, les statistiques et la sociologie sont des matières qui ont une grande importance dans le programme des cours fondamentaux donnés aux travailleurs sociaux professionnels. On estime généralement que ces sujets constituent la base de sciences sociales indispensables à la formation aux disciplines du service social; mais en Afrique, où les recherches effectuées sont jusqu'à présent si peu nombreuses et où la tâche qui nous attend est si vaste, ces sujets prennent une importance plus grande encore.

S'il n'est pas question de demander aux travailleurs sociaux de se substituer aux sociologues et aux spécialistes de la recherche sociale, on ne peut nier qu'ils se trouveront bien placés pour aider ces spécialistes en les faisant profiter de leurs observations. Il devront être capables d'effectuer des enquêtes simples et limitées, mais précieuses, portant sur leurs propres tâches et sur les problèmes auxquels ils ont effectivement à faire face. Particulièrement dans les pays où il n'y a pas encore d'université, les écoles de service social devront s'attacher spécialement à chiffrer la criminalité et à en étudier les conséquences. Toutefois, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'universités, les écoles de service social auront intérêt à élaborer des programmes de recherche qui leur soient propres. De toute manière, ces programmes seront nécessaires au personnel enseignant à qui ils permettront de donner un enseignement meilleur; ils seront précieux pour les étudiants par les résultats des recherches qu'ils mettront à leur disposition et, bien entendu, ils permettront aux écoles de développer les services qu'elles procurent au pays et à la collectivité dans lesquels elles sont établies.

b) Notions et méthodes

Dans les régions où les populations sont encore dans une situation qui se caractérise par le passage de la vie tribale à la vie urbaine, les

institutions de formation au service social ont une occasion unique de perfectionner les méthodes du service social qu'elles enseignent et d'examiner avec les étudiants, à pied d'oeuvre, le chevauchement et l'interaction du service social individuel et du service social de groupe. Lorsque l'individu cherche à faire partie d'un groupe, la meilleure manière de le toucher et de l'influencer est d'agir sur ses relations avec le groupe, mais nous n'en savons pas encore assez au sujet des meilleurs moyens à utiliser. De même, il se pourrait que les rapports personnels du service social individuel aient leur place dans le cadre général du service social de groupe mais la question n'a pas encore été bien étudiée. Ces méthodes perfectionnées pourraient s'appliquer tout spécialement à la prévention et au traitement de la délinquance ou du comportement asocial.

Il importe que les notions de service social adoptées pour la formation s'appuient sur les matériaux réunis en Afrique concernant l'action sociale individuelle et l'action sociale de groupe. Tous les emprunts aux pays avancés devront être provisoires et sélectifs. Si nous entendons établir des normes du comportement social et antisocial, il importe que nous partions de notre propre dossier et de nos propres erreurs. Les travaux extérieurs des étudiants participent autant de la recherche, qu'à la mise en pratique des méthodes de service social. Ces travaux sont aussi utiles à l'école que le sont à la formation des étudiants l'école et les moniteurs. Il en est particulièrement ainsi dans le cas des travaux pratiques concernant la prévention et le traitement de la délinquance. En l'occurrence, l'incompatibilité de l'individu et de la société se dessine nettement, de même que l'importance des normes de comportement se discerne plus directement. On devra donc accorder une attention particulière à la défense sociale en tant que domaine d'étude pour les étudiants et le personnel qui s'intéressent à des aspects plus généraux du service social. Les problèmes, d'ordre moral et d'ordre social, qui se posent au travailleur social dans un cadre autorisé demandent à être approfondis dans les cours théoriques en classe comme dans les travaux pratiques.

c) Formation juridique

Une autre obligation s'impose aux écoles de service social : faire en sorte que les étudiants acquièrent une connaissance suffisante des dispositions juridiques et de leur signification. Pour l'enseignement du droit, on pourra parfois obtenir des universités qu'elles mettent des chargés de cours à la disposition des écoles, mais nous ne devons pas hésiter à nommer des juristes pour enseigner dans nos écoles de service social.

En matière juridique, la situation des pays africains est compliquée en raison de la survivance d'un droit coutumier, qui lui-même exige une étude particulière, des lois héritées des colonisateurs et des lois dont le nombre ne cesse d'augmenter depuis que ces pays ont accédé à l'indépendance. Les effets de cette situation sur les droits et obligations, sur le mariage et la famille, sur les contrats, sur la responsabilité civile et les successions sont tous importants pour la mise au point d'ensembles de valeurs, pour l'intelligence du comportement de l'homme et pour la détermination de la coopération et des incompatibilités entre groupes. Ce fonds juridique a une grande importance non seulement pour le service social en général mais aussi si on considère la notion de délit et la définition du comportement délictueux.

En règle générale, l'enseignement professionnel fondamental des disciplines du service social donnera aux étudiants une certaine expérience pratique de la collaboration avec les tribunaux et les juges. Dans les conditions propres à l'Afrique, on peut penser qu'il y a lieu d'intensifier cet aspect de l'enseignement. Il est indispensable que les étudiants acquièrent une vaste expérience de la collaboration avec tous les tribunaux; il importe aussi qu'ils soient initiés aux habitudes des polices locales.

d) Institutions

Il n'est pas utile d'insister sur les liens à établir entre les institutions de service social, d'une part, et les services psychiatriques, d'autre part. On a si peu fait en Afrique pour étudier et définir les déficiences et les maladies mentales qu'il nous faut recueillir toute la documentation

et toutes les données d'expérience que nous pourrions afin de préparer nos étudiants aux problèmes qu'ils auront à résoudre une fois leurs études terminées. Il est évident que si nous considérons la délinquance ou la déviation ou encore les normes et les critères, il importe que nous prêtions une attention particulière à la santé mentale et aux anomalies mentales. On ne peut encore mesurer les degrés d'intelligence de manière satisfaisante, mais les assistants sociaux doivent se tenir au courant des progrès dans ce domaine.

Pour améliorer cette branche du service social, l'école de service social aura grand besoin de disposer d'un psychologue qui appartiendrait éventuellement au personnel enseignant ou serait attaché à une université. Si les services d'un psychiatre attaché ou non à un établissement pour malades mentaux sont disponibles, il ne fait aucun doute qu'il convient d'y faire appel. La mesure dans laquelle le travailleur social non spécialisé doit étudier la psychologie des comportements anormaux est un point sur lequel les opinions sont souvent en conflit. En Afrique, où il arrive que les étudiants en service social ne soient pas porteurs d'un diplôme, on doit commencer par leur enseigner à fond la psychologie générale, si l'on veut que la psychologie pathologique ait un sens pour eux. L'entreprise prend beaucoup de temps et la tendance est d'en consacrer la plus grande partie à l'enseignement des grandes lignes, ce qui laisse peu de place à l'étude des cas anormaux. Or, il importe que le comportement anormal soit bien étudié, si l'on veut que l'étudiant soit utile dans le domaine de la défense sociale. En outre, il est indispensable qu'il soit familiarisé avec les notions de normal et d'anormal afin de pouvoir les interpréter dans le contexte africain. Il est possible que ses résultats diffèrent sensiblement de ceux que l'on obtient dans les pays avancés; on doit donc l'informer de cette éventualité. Il n'y a sans doute rien d'original à proposer que l'on consacre le plus de temps possible à l'enseignement de la psychologie des comportements anormaux, mais on peut ajouter que c'est en établissant (lorsque c'est possible) une association étroite avec une institution pour

maladies mentales que l'on pourra obtenir que cet enseignement fasse l'objet d'une attention suffisante.

Toujours sur le chapitre des institutions, on peut dire qu'une prison locale pourvue des aménagements permettant les visites et, pour ce qui est des étudiants, la mise en place de services d'assistance ne fût-ce qu'à l'occasion des travaux pratiques, offre d'excellentes possibilités pour la pratique du service social. L'expérience que permet d'acquérir le contact avec les délinquants n'est, cela va de soi, qu'un aspect de l'intérêt de cette pratique pour le service social individuel et le travail social de groupe. Cependant, ces relations étroites avec un établissement pénitencier combinées avec les relations entretenues avec un établissement pour malades mentaux aideront les étudiants à dégager les catégories de problèmes concrets qu'ils auront à résoudre à l'occasion de leurs activités de défense sociale et de service social en général.

On pourrait multiplier les liens avec les institutions qui offrent de l'intérêt pour une école de service social. Chaque école de service social jugera elle-même, en fonction de sa situation particulière, des relations qui peuvent présenter de l'intérêt. En règle générale, les hôpitaux et les écoles ont beaucoup à offrir et le contact avec des malades et des enfants permettra aux travailleurs sociaux d'accroître leur compétence dans ces diverses branches de la défense sociale.

c) Services communautaires

Il n'y a pas que les institutions. Les travaux pratiques des étudiants, qu'il soient en liaison avec leurs études théoriques ou qu'il s'agisse d'une période de travail sous la direction d'un moniteur, devraient prévoir une certaine expérience du service social "agressif", comme celui que l'on a mis en pratique ailleurs, par exemple avec des "bandes" et au coin des rues. A cet égard, les possibilités ne manquent pas dans les zones de taudis et dans les bidonvilles, comme ceux que l'on trouve dans diverses régions de l'Afrique. Il faudra mettre en pratique non seulement les techniques du

travail social de groupe mais aussi apprendre à connaître l'individu en situation prédélictueuse comme aussi le délinquant. En outre, l'étudiant acquerra l'habitude d'aller chercher ses "clients" au lieu d'attendre qu'ils viennent à lui. En même temps, il aura plus confiance en lui-même et il deviendra mieux apte à s'occuper de toutes les couches de la population.

Ce type de service social qui ne prend pas appui sur une organisation pourrait fort bien revêtir en Afrique une importance plus grande qu'en Amérique, mais il n'a fait l'objet jusqu'ici d'aucune action d'une certaine ampleur. En dehors de l'intérêt qu'il présente lorsqu'il s'agit de la préparation à la défense sociale, il habitue l'étudiant à combiner pratiquement les aptitudes requises pour le travail social individuel et le travail social de groupe dans des conditions nouvelles et inhabituelles, qu'il est contraint d'accepter telles qu'elles sont.

Il existe un autre exemple des rapports qui existent entre la formation au service social en général et la formation à la défense sociale. Pour préparer les étudiants aux méthodes du développement communautaire, et spécialement du développement communautaire urbain, l'école de service social peut prévoir la formation et l'expérience requises pour l'organisation d'une collectivité de telle manière qu'elle puisse non seulement s'occuper de ses besoins matériels, mais aussi de ses problèmes sociaux. Parmi ces problèmes, ceux que posent la criminalité, l'immoralité, l'ivrognerie et, en général, l'inconduite prendront des proportions considérables, spécialement dans les villes. Il importe que l'étudiant ait la possibilité d'acquérir quelque expérience de cet aspect du développement communautaire et de la responsabilité collective touchant le comportement des membres de la communauté.

Il est évident que les attributions de l'école de service social en matière de défense sociale ne se bornent pas à la seule formation des étudiants. L'école peut organiser des conférences et des stages à l'intention des juges, des policiers, des gardiens de prison, des administrateurs et du public en général. L'école de service social peut concentrer l'attention

sur la criminalité et le criminel, la délinquance juvénile, la prostitution, l'immoralité et toutes sortes de problèmes sociaux se rapportant à la défense sociale. Si elle considère ses responsabilités d'un point de vue suffisamment large, l'école de service social peut contribuer à stimuler l'action sociale, non seulement dans son voisinage immédiat mais dans tout le pays, si elle dispose de fonds permettant à son personnel enseignant de se déplacer et de profiter de ses voyages pour organiser des travaux à pied d'oeuvre ou engager des personnes pour les surveiller.

Enfin, nous avons déjà signalé l'importance du service social pour la diffusion des normes et des critères. L'Afrique doit se prononcer sur les valeurs et les normes sociales qu'elle adoptera pour plus tard. Le désordre des contacts culturels au long des quarante dernières années et même plus; le trouble qui accompagne le passage de collectivités entières des rôles et des stimulants coutumiers ou tribaux à des rôles et stimulants urbains ou industriels; le mélange des religions et des confessions; les changements de la nature du prestige qui d'héréditaire devient politique; les espérances et les déceptions que suscite l'instruction. Tous ces éléments ont laissé un grand nombre de collectivités africaines dans un état de vide moral ou dans un chaos de normes et de valeurs.

Abstraction faite de ses effets sur la criminalité, cette situation impose d'inclure la philosophie sociale dans les programmes des écoles de service social. Les étudiants ont à dégager par eux-mêmes les valeurs fondamentales du service social. On doit les aider à préciser leurs propres buts et objectifs. Ces considérations nous ramènent aux normes et aux critères, à leur compréhension et à leur adaptation par l'étudiant. Il s'agit d'un processus d'auto-initiation qui a son intérêt pour la défense sociale et pour le service social en général.

3. FORMATION ET BESOINS AFRICAINS

L'Afrique, comme les autres parties du monde, a des problèmes de défense sociale, qui sont graves : criminalité, immoralité et autres formes de comportement antisocial concourent à menacer la société. De ce fait, quels que soient les autres problèmes, quelle que soit la modicité des moyens dont dispose un pays, quelle que soit l'importance à donner au développement économique, tout gouvernement aura toujours l'obligation de prêter une attention suffisante et de consacrer des fonds suffisants à la prévention et au traitement de la délinquance et de l'immoralité. Aucun pays n'oserait laisser l'inconduite se développer sans frein, et ces objectifs sont parfaitement distincts des idéaux manifestement plus élevés qu'implique l'organisation d'une collectivité vigoureuse (à la fois juridiquement et moralement), saine, parfaitement efficace, sûre d'elle-même et capable de gérer ses propres affaires.

C'est là l'intérêt général ou public du point de vue de l'individu, la défense sociale est aussi un élément extrêmement important de l'effort national, car c'est grâce à elle qu'il sera protégé contre la violence et la mal-honnêteté. Il est même possible qu'il ait besoin lui-même des services de redressement, s'il se révèle incapable de respecter les normes de comportement que réclame la société.

Le rôle du travailleur social consiste dans la prévention et le traitement de la délinquance. Il s'occupe d'activités et de relations de groupe, donnant aussi aux individus des conseils, entretenant avec eux des relations personnelles, ce qui peut les aider à résoudre leurs problèmes et à organiser leur vie de manière à ne pas entrer en conflit avec autrui et avec les contraintes sociales établies. Et, comme nous l'avons vu, nous devons faire en sorte de bien préparer le travailleur social pour l'aider à s'acquitter de son rôle efficacement.

Nous avons étudié jusqu'ici les moyens grâce auxquels la formation du travailleur social non spécialisé peut s'accorder avec la formation de celui qui s'occupera de défense sociale. Mais l'Afrique a deux besoins

essentiels : elle doit résoudre les problèmes de son développement économique, tout en mettant sur pied les services essentiels qui lui sont nécessaires pour contenir la criminalité. Dans quelles conditions la formation que nous inculquons au travailleur social non spécialisé répond-elle à ces besoins?

La formation du travailleur social non spécialisé répond effectivement à ces deux besoins si elle prévoit l'instruction et l'expérience que nous avons présentées précédemment, et en particulier la connaissance du développement communautaire. En premier lieu, l'ensemble du développement économique en Afrique peut être considéré comme l'occasion pour le travailleur social de jouer un rôle dans l'édification d'une société, qui ne sera pas seulement plus "productive", mais aussi plus saine, aura plus de confiance en elle et moins de problèmes sociaux. Que dans les pays évolués, l'augmentation de la productivité et de la prospérité ne s'est pas traduite par une régression de la criminalité, ne doit pas nous décourager, car nous avons l'avantage de pouvoir tirer la leçon des erreurs commises ailleurs dans le monde. De même, comme nous l'avons vu, nous ne devrions pas nous dérober et renoncer à établir pendant le processus de l'expansion économique des normes morales et de nouveaux systèmes de valeurs. En adoptant une solution réellement concrète, nous tirons en fait la leçon des erreurs de l'Occident. Car il ne fait aucun doute que le problème de l'Afrique est tout autant moral que juridique et économique. Les populations sont à la recherche d'un moyen de concevoir et de mettre au point les contraintes internes qui développeront l'autodiscipline et la probité chez l'individu, qui favoriseront et hâteront le progrès matériel.

Il s'agit là d'une partie de la contribution du travailleur social qualifié au plan de développement national. Qu'en est-il du deuxième besoin essentiel, à savoir la protection contre le crime? Elle sera assurée si on a accordé l'importance voulue à l'enseignement de base destiné aux travailleurs sociaux "polyvalents" de manière non seulement à les rendre aptes à s'occuper des délinquants et des anormaux de toutes

catégories, dans n'importe quelles circonstances, mais aussi du même coup à augmenter considérablement leur compétence dans toutes les branches du service social pour lesquelles ils sont formés.

On peut conclure que, si nous offrons aux travailleurs sociaux professionnels un enseignement suffisamment large pour les préparer aux activités axées sur les problèmes individuels, aux activités axées sur les problèmes de groupe et aux disciplines du développement communautaire, nous n'aurons pas à prévoir des cours spécialisés distincts à l'intention des délégués d'épreuve, des assistants sociaux qui visitent les détenus ou s'occupent d'eux après leur libération, etc. A vrai dire, les agents aussi spécialisés, sont moins utiles lorsqu'une action plus large est nécessaire (comme en Afrique très souvent), et leur formation est, en outre, plus coûteuse.

4. FORMATION D'AUXILIAIRES SOCIAUX NON PROFESSIONNELS

S'il est certain qu'on doit s'occuper de la formation des travailleurs sociaux professionnels polyvalents, on doit s'attacher particulièrement à ne pas borner son horizon au domaine professionnel quand on organise la formation en vue de la défense sociale. A l'heure actuelle, les institutions de formation de travailleurs sociaux ne sont pas seulement très peu nombreuses et très dispersées, mais même si on les multipliaient, il resterait très difficile de s'assurer les services d'enseignants qualifiés et expérimentés en matière de service social. En outre, les études requises pour que les candidats atteignent des capacités du niveau professionnel (d'autant plus que ces capacités devront être en Afrique plus vastes et plus diversifiées qu'ailleurs) impliquent un cycle d'enseignement assez long, peut-être trois ans au minimum.

On doit donc admettre qu'en Afrique les travailleurs sociaux professionnels représenteront une minorité parmi tous ceux qui seront appelés à s'occuper des individus dont le comportement est prédelictueux, des délinquants et des détenus libérés. Les services sont, pour le moment, très limités et leur personnel ne comprend pas de personnes qualifiées.

On peut s'attendre que ces services se développeront dans les années à venir, mais à un rythme qui risque d'être plus rapide que celui de la formation des assistants sociaux professionnels. De ce fait, pour le proche avenir, il nous faut compter avec une situation que d'autres pays ont connue (problèmes considérables et personnel qualifié peu nombreux - agents professionnels en petit nombre, d'ailleurs croissant, entourés d'aides sans formation en nombre beaucoup plus considérable, que l'on utilise faute de mieux).

En conséquence, si l'on veut organiser la défense sociale compte tenu des réalités, on doit penser à cette multitude de personnes non qualifiées qui seront nécessaires pour constituer les effectifs d'un grand nombre des services de défense sociale. On peut aborder la question sous deux angles différents. On a indiqué précédemment que la formation professionnelle doit tendre à la préparation aux activités sociales d'ordre général et on peut donc avancer qu'il conviendrait d'organiser des stages de courte durée pour la formation de ces employés non qualifiés aux tâches générales du service social. C'est à cette conclusion qu'a abouti le Royaume-Uni, qui, à la suite du rapport Younghusband, organise à l'intention du personnel non professionnel du service social des cours spéciaux de formation d'une durée de deux ans : les élèves sont soit internes dans des établissements ou suivent des cours du soir, pendant une période qui est alors supérieure à deux ans (étant entendu que les étudiants devront déjà être employés à plein temps à des activités sociales). Il est douteux qu'en Afrique on puisse prévoir deux ans d'études pour les employés de cette catégorie; pour que la nécessité d'une formation professionnelle soit mise en évidence, dans les cas où elle est possible, une année d'étude pourrait suffire pour les employés non professionnels, qui peuvent être considérés comme des auxiliaires de service social.

En revanche, comme ces auxiliaires du service social sont souvent affectés à des services spécialisés distincts (par exemple, soins à l'enfance, probation, visites des prisons, soins aux vieillards, etc.), les études d'une

année organisées spécialement à leur intention pourraient consister en un enseignement spécialisé destiné à les préparer directement aux fonctions qu'ils exercent ou sont appelés à exercer. Cette solution est avantageuse en ce sens qu'au lieu de diviser les études selon les diverses branches du service social, on pourrait les concentrer sur la fonction particulière qui, dans l'immédiat, intéresse l'auxiliaire de service social. Celui-ci pourrait aussi acquérir la formation générale dans le courant des études, mais on disposerait de plus de temps pour le préparer convenablement au rôle spécial qu'il remplit.

Le choix entre les études générales et les études spécialisées sera subordonné dans une large mesure aux ressources du pays, à l'existence d'un personnel enseignant et à la possibilité d'organiser un système suffisant de formation en cours d'emploi dans le service auquel l'auxiliaire du service social est affecté. Au cas où des études générales d'une année seraient possibles, on pourrait les organiser soit dans des centres de formation, soit dans les écoles ou les institutions dispersées à travers le pays. Toutefois, si tout ce que l'on peut espérer offrir c'est une formation en cours d'emploi dans l'institution ou un service particulier de la protection sociale, il pourra être préférable que l'on choisisse les études spécialisées. L'auxiliaire du service social qui travaille, par exemple, dans le service s'occupant de probation pourra sans doute recevoir une formation en cours d'emploi plus poussée dans ce domaine que dans les activités plus générales du service social. En revanche, l'auxiliaire de service social travaillant dans une organisation employant des travailleurs sociaux polyvalents profiterait certainement davantage des études générales.

Quelle que soit la solution adoptée en fin de compte, on devra s'attacher à utiliser au mieux l'employé non professionnel d'échelon subalterne, extrêmement important en Afrique à cette période de son développement. Certes, du fait qu'ils sont légion, les employés non professionnels pourront marquer les services africains de leur empreinte bien longtemps avant que les travailleurs sociaux professionnels commencent effectivement à

donner une orientation. Il est donc très important qu'on leur donne les directives et l'aide dont ils ont besoin pour exercer efficacement leurs fonctions, mais il importe qu'il n'y ait pas malentendu au sujet de la distinction à établir entre la formation des professionnels et la formation des non-professionnel.

5. ACTION DES ECOLES DE SERVICE SOCIAL SUR LE PUBLIC

Les écoles de service social peuvent contribuer dans une très large mesure à une meilleure compréhension des problèmes de défense sociale en organisant des stages dans les prisons à l'intention des fonctionnaires du service pénitentiaire et dans les stations de police à l'intention des policiers, et des stages à l'intention des enseignants. En particulier, dans la plupart des pays, une précieuse occasion est offerte aux écoles de service social de contribuer à la formation de centaines de juges, assessseurs et autres fonctionnaires appelés à succéder aux Européens dans l'administration de la justice.

Par ailleurs, même dans les cas où un enseignement systématique n'est pas possible, l'école de service social pourrait faire oeuvre utile en organisant des conférences, des colloques, des réunions et des groupes d'étude à l'intention des fonctionnaires de la défense sociale qu'on ne peut libérer pour leur permettre de s'inscrire à des cours réguliers. Il y aura toujours des gens trop âgés pour entreprendre des études ou pour désirer se soumettre à une formation une fois qu'ils ont accédé aux échelons élevés. Ce sont ces fonctionnaires qui tireront le plus grand profit de ces conférences ou de ces stages de courte durée consacrés aux problèmes de la criminalité et à l'étude du délinquant, conférences et stages qui pourraient constituer une fonction caractéristique des écoles de service social. A dire vrai, ceux qui ont accédé aux échelons les plus élevés de leur profession sans avoir eu la possibilité de faire des études accueillent généralement avec faveur l'établissement de liens plus étroits avec l'école de service social et ils peuvent jouer un rôle des plus utiles en diffusant

son influence et ses conceptions. Il conviendra toujours de faire d'eux des partisans et des représentants des nouvelles institutions de formation.

Dans le cas où il existe une université, elle aussi prendra part à cette diffusion générale des renseignements, comme à ces échanges plus larges des connaissances pratiques acquises. S'il n'y a pas d'université, la charge en incombera entièrement à l'institution de service social qui devra faire tout son possible pour susciter la discussion et une étude plus approfondie des problèmes spéciaux qui se posent dans le domaine de la défense sociale. Dans d'autres pays, l'une des caractéristiques les plus importantes de l'évolution de l'action de défense sociale a été l'éducation progressive du public et, en particulier, la prise de conscience de la population instruite. La compréhension des activités de défense sociale, du problème en cause, des objectifs à atteindre et des intérêts de la société et du délinquant doit être diffusée aussi largement que possible. Un des moyens d'y arriver consiste évidemment à multiplier le nombre des publications, à publier régulièrement des rapports et, d'une manière générale, toute la documentation disponible. On utilisera les programmes de radio-diffusion, les journaux les plus lus, la télévision, le cinéma et les autres moyens d'information pour inculquer des connaissances d'une façon qui ne soit pas rébarbative.

Il conviendra donc, dans la mesure du possible, d'aider les universités et les écoles de service social à organiser leurs propres services d'édition. Un surcroît de personnel sera généralement nécessaire, mais ce sera au bénéfice d'une forme plus large d'éducation que l'on pourra justifier. Si les publications sont soigneusement rédigées et imprimées, elles pénétreront dans des régions d'Afrique beaucoup plus vastes que ne pourrait jamais espérer atteindre une école et elles étendraient l'influence des éducateurs du service social au delà des frontières du pays où ils enseignent. En outre, elles faciliteraient les échanges de données entre les établissements d'enseignement et permettraient aux fonctionnaires de l'Etat qui se consacrent à la défense sociale, aux échelons supérieurs comme aux échelons

subalternes, de se tenir au courant de l'évolution de la doctrine et d'appliquer les méthodes qui commencent à prendre forme.

6. ETUDES SUPERIEURES

Il est tout aussi évident qu'en matière de défense sociale l'Afrique aura besoin d'un noyau d'experts hautement qualifiés qui, par leurs directives, présideront à l'organisation des services préventifs et curatifs. A l'heure actuelle, ces experts sont recrutés hors d'Afrique, mais il importe que l'Afrique commence elle-même à former dans ce domaine les chefs et les animateurs dont les pays auront besoin dans les années à venir.

Il convient donc que les universités et les écoles de service social entreprennent d'ores et déjà d'organiser des cours avancés pour un enseignement limité mais intensif portant sur les diverses branches de la criminologie. C'est des travailleurs sociaux professionnels que viendra dans les années à venir l'essentiel de la contribution du service social à la défense sociale; les auxiliaires de service social seront les bras pendant longtemps encore, mais le cerveau seront ces experts et administrateurs qui, aux échelons les plus élevés, dirigeront les services et établiront les plans nécessaires à leur développement ultérieur. On souhaiterait que la plupart de ces fonctionnaires supérieurs soient des travailleurs sociaux professionnels, mais pendant quelques années, les travailleurs sociaux professionnels seront en très petit nombre parmi les experts et administrateurs qui seront chargés de la planification et du progrès de la contribution du service social à la défense sociale. Il appartient aux écoles de service social et aux universités d'offrir l'enseignement supérieur et peut-être même ultérieurement de décerner les doctorats qui seront indispensables à la création d'un "trust" d'experts de la défense sociale en Afrique.

7. L'AVENIR DE LA CRIMINOLOGIE EN AFRIQUE

La défense sociale se développera assez peu tant que ses méthodes, qu'il s'agisse des activités sociales appliquées aux cas individuels ou d'autres fonctions, ne seront pas assises sur une étude précise du crime et du criminel et tant que les travailleurs sociaux n'auront pas appris à composer et à interpréter les études pertinentes concernant les cas individuels. Malheureusement, jusqu'ici la criminologie est très peu développée en Afrique. La raison en est, dans une large mesure, que l'étude des sciences sociales, sur lesquelles la criminologie s'appuie pour ses propres recherches y est aussi très peu développée. Cette situation vient aussi de ce que les problèmes que pose la criminalité viennent dans l'ordre d'urgence après les problèmes économiques des pays en voie de développement; elle met en évidence l'insuffisance d'un grand nombre des méthodes statistiques, non seulement pour le rassemblement des données chiffrées relatives à la criminalité, mais aussi pour la collecte des données se rapportant aux autres sciences sociales.

Le besoin d'encourager dans les universités aussi bien que dans les écoles de service social l'étude du crime et des déviations sociales existe donc. Pour les débuts, l'entreprise pourrait être subventionnée par une organisation internationale, mais, ensuite, chaque établissement d'enseignement devra soit avoir une section de criminologie, soit, au minimum, un professeur s'intéressant à la criminologie. Les choses étant ce qu'elles sont, ce serait une erreur de croire que l'on pourrait trouver en nombre suffisant des criminologistes professionnels ou des spécialistes de l'enseignement des matières touchant à la criminalité. Mais un délégué à la probation qualifié et expérimenté, ou agent social d'une maison d'éducation surveillée, qui serait attiré par l'enseignement et disposé à faire des recherches et à inculquer aux étudiants les capacités qu'il a acquises, serait une bonne acquisition pour le corps enseignant d'une école de service social. Certes, il pourrait avoir besoin lui-même d'une certaine formation pédagogique, mais il améliorerait la qualité de l'enseignement

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRIMINOLOGIE EN AFRIQUE

des disciplines de la défense sociale et serait utile pour la mise en route d'études sur la criminalité.

Le fait que l'on prend de plus en plus conscience des imperfections à contribuer au développement plus en profondeur d'activités dans

le domaine de la défense sociale, et l'insistance sur l'évaluation qualitative des services de prévention et de redressement contribuera dans une

large mesure à une plus grande efficacité de ces services.

sciences sociales, sur lesquelles la criminologie s'appuie pour ses propres techniques y est aussi très peu développée. Cette situation vient aussi

de ce que les problèmes que pose la criminalité viennent dans l'ordre d'importance après les problèmes économiques des pays en voie de développement; elle est en évidence l'insuffisance d'un grand nombre des méthodes statistiques

non seulement pour le rassemblement des données statistiques relatives à la criminalité, mais aussi pour la collecte des données se rapportant aux

autres sciences sociales.

Le besoin d'encourager dans les universités aussi bien que dans les

écoles de service social l'étude du crime et des déviations sociales

existe donc. Pour les débuts, l'entreprise pourrait être subventionnée

par une organisation internationale, mais, ensuite, chaque établissement

d'enseignement devra soit avoir une section de criminologie, soit, au

minimum, un professeur s'intéressant à la criminologie. Les choses étant

ce qu'elles sont, ce serait une erreur de croire que l'on pourrait trouver

en nombre suffisant des criminologues professionnels ou des spécialistes

de l'enseignement des matières touchant à la criminalité. Mais un délégué

à la protection civile et expérimenté, ou agent social d'une maison

d'assistance sociale, qui serait attiré par l'enseignement et disposé à

laisser des recherches et à encourager aux étudiants les capacités qu'il a

soignées, serait une bonne acquisition pour le corps enseignant d'une école

de service social. Certes, il pourrait avoir besoin lui-même d'une certaine

formation technique, mais il améliorerait la qualité de l'enseignement